

Comptes annuels

ASS ALLIANCE POLICE NATIONALE

8 rue Dahomey

75011 PARIS

Exercice du : 01/01/2022 au 31/12/2022

APE : 9499Z

SIRET : 30824441700041

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2022			31/12/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	93 600	24 700	68 900	505
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions	806 490	719 158	87 332	141 098
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	1 042 231	721 760	320 471	220 752
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	124 001		124 001	79 988
	TOTAL (I)	2 066 322	1 465 618	600 703	442 343
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	561 791		561 791	253 344
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				14 986
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 068		4 068	3 246
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	115 966		115 966	49 934
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	2 494 478		2 494 478	3 043 480
	DISPONIBILITES	715 977		715 977	1 149 606
	Charges constatées d'avance	288 526		288 526	573 743
	TOTAL (II)	4 180 806		4 180 806	5 088 340
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	6 247 128	1 465 618	4 781 509	5 530 683

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	443 440	443 440
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	3 833 337	3 689 244
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	(310 029)	144 093
	Total des fonds propres (situation nette)	3 966 748	4 276 777
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	3 966 748	4 276 777
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		24
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	547 026	516 324
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	2 896	2 831
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	193 740	187 338
	Produits constatés d'avance	71 099	547 388
	Total des dettes	814 761	1 253 906
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	4 781 509	5 530 683
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(310 028,52)	144 092,94
	(1) Dont à moins d'un an	814 761	1 253 906
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		24

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	3 400 996	3 164 695
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	308 447	30 133
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	5 448 977	2 740 924
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	508 219	414 185
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		400
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	473	
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	24 357	23 864
Total des produits d'exploitation		9 691 469	6 374 201
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	5 762 085	2 771 559
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	3 981 827	3 101 956
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	6 585	8 962
	Salaires et traitements		
	Charges sociales		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	262 345	252 420
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	4 358	38 352
Total des charges d'exploitation		10 017 201	6 173 249
RES ULTAT D'EXPLOITATION		(325 732)	200 952

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

RESULTAT D'EXPLOITATION		(325 732)	200 952
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	3 913	8 501
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	53	8
	Différences positives de change	246	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		4 213	8 509
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		53
	Intérêts et charges assimilées		20
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 932	2 003
Total des charges financières		3 932	2 077
RESULTAT FINANCIER		281	6 432
RESULTAT COURANT avant impôts		(325 451)	207 385
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	8 000	84
	Sur opérations en capital	9 509	
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		17 509	84
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	1 240	40 274
	Sur opérations en capital	99	21 214
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		1 339	61 488
RESULTAT EXCEPTIONNEL		16 170	(61 404)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		748	1 888
TOTAL DES PRODUITS		9 713 191	6 382 794
TOTAL DES CHARGES		10 023 219	6 238 701
EXCEDENT ou DEFICIT		(310 029)	144 093
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		1 343 425	1 049 626
TOTAL		1 343 425	1 049 626
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		1 343 425	1 049 626
TOTAL		1 343 425	1 049 626

Voir le rapport de l'Expert Comptable

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice au **31/12/2022** ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 du 05/06/2014, des règlements ANC n° 2015-06 et 2016-07 et du règlement ANC n° 2018-06 du 5/12/2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 781 509** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **9 713 191** euros et un total **charges** de **10 023 219** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-310 029** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2022** et finit le **31/12/2022**.

Il a une durée de **12** mois.

Description de l'objet social

Alliance Police Nationale est un syndicat policier créé le 9 mai 1995 organisé sous forme associative.

Le syndicat est le résultat de la fusion de deux organisations syndicales : le Syndicat Indépendant de la Police Nationale (SIPN) et le Syndicat National des Enquêteurs (SNE). Il est affilié à la CFE-CGC.

Alliance police nationale est une organisation à but non lucratif qui défend les intérêts moraux et professionnels des policiers en charge de la Paix Publique, des Investigations et de l'Ordre public. Il défend les intérêts de la profession devant les différentes administrations gouvernementales et judiciaires sur le territoire français. Il est présent dans les instances représentatives des Institutions de la Police.

Le syndicat dispose de catégories de ressources qui sont :

- les cotisations des membres,
- les subventions du Ministère et de la région,
- les dons divers.

Faits essentiels de l'exercice avant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Autres éléments significatifs

Néant

Evènements postérieurs à la clôture

Compte tenu de la forte croissance de l'activité d'Alliance Avantages, il a été décidé de gérer cette activité dans une association distincte du syndicat à compter de début 2023.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Concessions et brevets	2 à 3 ans
- Constructions	15 ans
- Agencements et aménagements des constructions	- ans
- Installations techniques	- ans
- Matériel et outillage industriels	- ans
- Agencements, aménagements des installations	3 à 8 ans
- Matériel de transport	3 à 5 ans
- Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine, ou la durée réelle d'utilisation selon les cas.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances douteuses est enregistrée lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte. Les dépréciations sont estimées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les gains et pertes de change afférents aux opérations commerciales sont constatés respectivement dans les postes "Autres produits" et "Autres charges" du compte de résultat.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Disponibilités

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites en comptabilité pour leur coût de revient d'origine.

Les cessions sont enregistrées selon la méthode "premier entré, premier sorti".

Seules les moins-values latentes affectent l'exercice et sont comptabilisées sous la forme d'une provision pour dépréciation.

Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque :

- à la fin de la période concernée, l'entreprise a une obligation actuelle (juridique ou implicite) vis-à-vis d'un tiers, résultant d'événements antérieurs,
- il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques futurs sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

L'évaluation des provisions est faite sur la base des coûts attendus par l'entreprise pour éteindre l'obligation, estimés à partir d'hypothèses retenues par l'entreprise, d'évaluations réalisées par ses conseils, éventuellement complétées par l'expérience de transactions similaires. Ces différentes estimations sont revues à chaque arrêté comptable.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Cotisations

Les cotisations sont versées par les adhérents sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale et l'abonnement à la revue trimestrielle. Elles sont comptabilisées en produits lors de leur encaissement effectif.

Revues

Le syndicat publie des revues trimestrielles qui sont envoyées aux membres.

Les charges liées au routage et à la publication de ces revues sont constatées dans les comptes de façon à ce que 4 numéros soient rattachés à l'exercice comptable.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Alliance Avantages

Le 21 octobre 2019, Alliance Police Nationale s'est dotée d'une branche dénommée « Alliance Avantages ». Sa composition et ses attributions sont définies aux statuts et au règlement intérieur d'Alliance Police Nationale.

Cette activité permet aux adhérents de bénéficier de différents services et produits à un tarif privilégié, soutenant ainsi leur pouvoir d'achat. L'ensemble des produits est diffusé aux adhérents à prix coûtant via un site marchand dédié.

Cette activité est soumise aux impôts commerciaux.

Comptabilisation des dons reçus

Les dons reçus autres que les cotisations ont été comptabilisés dans un compte " Ressources liées à la générosité du public".

Contributions volontaires en nature

Pour tenir compte des dispositions du règlement ANC N° 2018-06 du 05/12/2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, il a été procédé à l'évaluation du bénévolat relatif aux membres du personnel du syndicat qui sont détachés au Bureau National par le Ministère de l'Intérieur auquel ils appartiennent. A ce titre, leur rémunération est prise en charge par leur Administration.

Le syndicat bénéficie ainsi pour son fonctionnement quotidien de 33 personnes, effectif calculé au prorata du temps de présence, valorisées avec leur indice respectif de salaires bruts (barème des traitements du 01/07/2022) augmenté des charges sociales patronales, représentant un montant global de 1 343 425 €.

Régime Fiscal

L'activité (hors branche Alliance Avantages) de l'entité étant sans but lucratif, elle n'est pas assujettie aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Toutefois, elle est redevable de l'impôt sur les sociétés à un taux réduit sur les revenus de son patrimoine.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2022
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	226 320		93 600		226 320	93 600
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	226 320		93 600		226 320	93 600
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	806 490					806 490
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	132 040		36 288		82 418	85 910
	Matériel de transport	424 456		137 203		12 140	549 519
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	350 904		109 700		53 803	406 802
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 713 890		283 192		148 361	1 848 721
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	79 988		48 144		4 131	124 001
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	79 988		48 144		4 131	124 001
TOTAL		2 020 198		424 935		378 811	2 066 322

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2022
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	225 815	25 205	226 320	24 700
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	225 815	25 205	226 320	24 700
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	665 392	53 766		719 158
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	130 903	5 046	82 418	53 531
	Matériel de transport	287 152	110 600	12 140	385 612
	Matériel de bureau, mobilier	268 593	67 728	53 704	282 617
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 352 040	237 140	148 262	1 440 918	
TOTAL		1 577 855	262 345	374 582	1 465 618

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2022	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	124 001		124 001
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	4 068	4 068	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	30 011	30 011	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	27 200	27 200	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	58 756	58 756	
	Charges constatées d'avance	288 526	288 526	
TOTAL DES CREANCES		532 561	408 560	124 001
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	547 026	547 026		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Impôts sur les bénéfices	2 636	2 636		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	260	260		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	193 740	193 740		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	71 099	71 099		
TOTAL DES DETTES		814 761	814 761		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Total des Produits à recevoir		33 492
Autres créances clients <i>Clients - factures à établir</i>	4 068	4 068
Autres créances <i>Etat - produits à recevoir</i> <i>Intérêts courus s/val. mob.</i>	27 200 2 225	29 424

Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2022
Total des Charges à payer		309 305
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		115 305
<i>Fourn. - fact. non parvenues</i>	57 094	
<i>Fact.non parv. - Alliance Advantage</i>	58 211	
Dettes fiscales et sociales		260
<i>Etat-Ch. à payer Alliance Advantage</i>	260	
Autres dettes		193 740
<i>Divers - charges à payer</i>	193 740	

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2022
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			71 099
Cotisations 2023		40 516	
Alliance Avantage		30 583	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			71 099

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2022
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				288 526
Charges Courantes			239 675	
Alliance Avantages			1 085	
Goodies			47 767	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				288 526

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Total des produits exceptionnels		17 509
Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>Prdts except. s/opér. gestion</i>	8 000	8 000
Produits exceptionnels sur opérations en capital <i>Cession des éléments d'actifs</i>	9 509	9 509
Total des charges exceptionnelles		1 339
Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>Autres charges except. gest.</i>	1 240	1 240
Charges exceptionnelles sur opération en capital <i>Val. compt. élts actif cédés</i>	99	99
Résultat exceptionnel		16 170

Engagements financiers

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
8 079	
40 631	
48 710	
48 710	

Effets escomptés non échus

Avals, cautions et garanties

Engagements de crédit-bail

Engagements de crédit-bail

Engagements de locations financières

Engagements en pensions, retraite et assimilés

Autres engagements

Total des engagements financiers (1)

(1) Dont concernant :

Les dirigeants

Les filiales

Les participations

Les autres entreprises liées

Crédit-Bail

Etat exprimé en euros		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/12/2022
VALEUR D'ORIGINE					9 940	9 940
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs				2 659	2 659
	Dotation exercice				1 772	1 772
	TOTAL				4 431	4 431
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus				1 772	1 772
	entre 1 et 5 ans				2 806	2 806
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				4 579	4 579
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans				3 500	3 500
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				3 500	3 500
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE					1 772	1 772

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise	443 440			443 440
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	3 689 244	144 093		3 833 337
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	144 093		144 093	
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
TOTAL	4 276 777	144 093	144 093	4 276 777

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2022	31/12/2021
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Bénévolat	1 343 425	1 049 626
	1 343 425	1 049 626
Total	1 343 425	1 049 626
Répartition par nature de charges	31/12/2022	31/12/2021
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
Personnel	1 343 425	1 049 626
	1 343 425	1 049 626
Total	1 343 425	1 049 626

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	31/12/2022	31/12/2021	%	%	31/12/2022	31/12/2021	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	19 927	16 085	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	19 927	16 085	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	19 927	16 085	100,00	100,00				

La somme de 19 927 € comprend un complément de 4 348 € de l'année 2021.



Marianne KOBIS

Expert Comptable
Commissaire aux Comptes

95 rue de Lourmel - 75015 Paris
Tél. : 01 40 59 86 91 - Fax : 01 45 75 02 70
Email : cabinet.marianne.kobis@gmail.com
contact@kobis.fr
Site internet : kobis.fr

ALLIANCE POLICE NATIONALE

Siège social : 8, Rue du DAHOMEY – 75011 PARIS
SYNDICAT PROFESSIONNEL
N° d'immatriculation Préfecture : 18812
Siret : PARIS B 308 244 417 00041

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

-

EXERCICE CLOS le 31 DECEMBRE 2022



Marianne KOBIS

Expert Comptable
Commissaire aux Comptes

95 rue de Lourmel - 75015 Paris
Tél. : 01 40 59 86 91 - Fax : 01 45 75 02 70
Email : cabinet.marianne.kobis@gmail.com
contact@kobis.fr
Site internet : kobis.fr

Vérification du bilan financier et des autres documents adressés aux membres

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Point évoqué l'année précédente, je souhaite vous faire part de la réponse obtenue de mon organisme de Tutelle la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, qui a confirmé l'obligation pour votre syndicat de procéder à la publication de ses comptes annuels auprès d'un Journal Officiel habilité. (Art L 2135-1 du code du travail). Dans ce contexte, j'ai obtenu l'assurance raisonnable de la part de votre Direction, que la publication des comptes serait désormais réalisée.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le bilan financier du Trésorier et dans les autres documents remis aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement du syndicat relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité du syndicat ALLIANCE POLICE NATIONALE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de cesser l'activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier et validé par le Bureau National.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du syndicat.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.